

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 16 mai 2024

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), en avril 2024, le taux d'inflation aurait accéléré de 0,3 point à 4,7 % g.a.

LE CHIFFRE A RETENIR

4,7 %

Inflation enregistrée en glissement annuel au mois d'avril 2024

Ce taux serait le deuxième plus élevé de 2024 (après celui de 4,9 % g.a. enregistré en janvier). Il est notamment tiré par l'inflation non sous-jacente, incluant les biens dont les prix sont les plus volatiles. En particulier, l'inflation des fruits et légumes aurait atteint 19 % g.a. en avril 2024, contre 12 % g.a. le mois précédent, en lien avec la sécheresse qui sévit dans le pays.

Concernant l'inflation sous-jacente, laquelle exclut les biens dont les prix sont les plus volatiles, le taux aurait décéléré de 0,2 point, à 4,4 % g.a.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Les Investissements Directs Etrangers (IDE) auraient atteint 20,3 Mds USD au T1 2024, soit une croissance de +9 % g.a.. Cette hausse serait notamment attribuable à la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine. Le Mexique serait parmi les premiers pays bénéficiaires, de telle sorte que les exportations vers son voisin nordaméricain auraient augmenté de 47 % entre 2018 et 2023. Ce bilan implique tout de même une certaine dépendance à l'égard de l'industrie manufacturière et des services financiers alors que le secteur de l'énergie perd en dynamisme. Un des défis principaux du Mexique résiderait alors dans sa capacité à proposer des sources d'énergie alternatives afin de garantir un approvisionnement fiable et devenir un pays leader dans les énergies propres.

La consommation privée connaîtrait une stagnation mensuelle en avril 2024, après une augmentation de 0,1 % g.m. et 0,6 % g.m. respectivement en mars et en février 2024 selon l'INEGI. En comparaison annuelle, l'indicateur mensuel de la consommation privée aurait progressé de 2,9 % en avril 2024, en dessous des 4 % g.a. enregistrés en mars 2024. La consommation serait freinée par l'inflation cumulée de ces dernières années (31 % depuis novembre 2021) et le haut niveau des taux d'intérêts, et ce malgré la récente baisse orchestrée par la Banque Centrale du Mexique (11,25 % à 11 % fin mars 2024). Par ailleurs, une consommation plus dynamique serait attendue au T2 2024, notamment en raison des transferts sociaux anticipés en vue des élections présidentielles du mois de juin.

Durant le mandat du président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), le prix du litre d'essence aurait augmenté de 22 % (de 1,06€ / L à 1,3€ / L), la plus faible hausse enregistrée sur les 3 dernières administrations. Malgré cela, le prix du litre d'essence n'a jamais été aussi élevé selon la Commission de Régulation de l'Energie (CRE). Ainsi, le prix de l'essence *premium* aurait augmenté de +21,5 % au cours du mandat d'AMLO (de 1,15€ / L à 1,4 € / L) tandis que le prix du diesel aurait progressé de +21,2 %. Cette hausse serait due à la dynamique des prix du pétrole à l'échelle internationale (+80 % entre novembre 2019 et avril 2024), notamment tirée par la guerre en Ukraine et la reprise postpandémique.

Selon Monex, société de change mexicaine, l'attractivité du taux d'intérêt mexicain expliquerait en partie la force du taux de change depuis 2022. Le marché mondial aurait confiance envers le peso mexicain, d'autant que la désinflation devrait progresser lentement, obligeant ainsi la Banque Centrale du Mexique (Banxico) à maintenir un taux restrictif et attractif pour le marché. Si le groupe financier prévoit un taux d'intérêt directeur à 10 % d'ici la fin 2024, elle anticipe que le taux de la Fed devrait atteindre 4,75 % à la même période, maintenant ainsi un spread attractif.

Finances publiques

Sur les 4 premiers mois de 2024, les recettes fiscales mexicaines liées à la collecte de l'impôt aurait augmenté de 5,5 % g.a. selon le Service d'Administration Fiscale (SAT). Elles auraient dépassé le montant initialement prévu de 116 Mds EUR, notamment grâce à la collecte de la TVA. Celle-ci aurait augmenté de 39 % g.a. sur janvier-avril 2024, dépassant de 2 Mds EUR les projections initiales. Cette hausse serait tirée par le dynamisme de la consommation, en lien avec les transferts sociaux précédant les élections présidentielles de juin. Cependant, la collecte de l'impôt sur le revenu (ISR) serait inférieure de 730 M EUR au montant initialement prévu, en raison de la perte de dynamisme de l'activité économique.

Selon *Moody's*, la prochaine administration devra faire face à de nombreux défis, notamment celui du déficit budgétaire estimé à 5 % du PIB en 2024, ou encore celui du soutien à l'entreprise nationale pétrolière *Petroleos Mexicanos (Pemex)*. L'agence de notation adaptera la note de crédit du Mexique, pour l'instant Baa2, aux plans d'assainissement budgétaire de la prochaine administration.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 16/05/2024
Bourse (IPC)	1,28%	+4,12%	57454,65 points
Change MXN/USD	-1,82%	-4,55%	16,69
Change MXN/EUR	-0,27%	-4,69%	18,16
Prix du baril mexicain	-4,41%	+17,34%	73,50

Amérique centrale

Les pays du CA-4 auraient reçu 41,8 M USD de transferts de fond (*remesas*) soit une augmentation de 11 % g. a. pour l'année 2023. Selon le Secrétariat exécutif monétaire centraméricain (SECMCA), les transferts de fonds auraient représenté 20 % du PIB au Guatemala, 27 % au Honduras, 24 % au Salvador et 26 % au Nicaragua.

Costa Rica

Selon la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), la croissance du Costa Rica serait la plus forte des pays de l'isthme centraméricain avec **prévoyant 3,9 % pour 2024**. L'estimation de la CEPAL pour le Costa Rica est conforme à celle de la Banque mondiale (avril 2024) et légèrement inférieure à celle du FMI (4 %, avril 2024).

L'institut costaricien de l'électricité a annoncé de **potentielles coupures d'électricité et des rationnements en lien avec la sécheresse qui frappe le pays et les difficultés structurelles des principaux barrages hydroélectriques**. Les coupures pourraient durer jusqu'à 3 heures par client. Si aucune n'a eu lieu pour l'instant, les autorités continueraient d'alerter la population des zones touchées. Le Costa Rica dont la matrice électrique est 100 % d'origine renouvelable, dépend principalement de l'hydroélectricité (75 % de l'électricité), notamment via le barrage de Reventazon avec 306 MW de capacité de production installée.

Guatemala

Les exportations de crevettes vers le Mexique devraient reprendre. Le 9 Mai, l'Etat fédéré de Sinaloa aurait ordonné la réouverture des frontières pour l'entrée des crevettes d'élevage. La mesure de blocage avait été prise par les autorités mexicaines pour empêcher la triangulation de produits de l'Equateur vers son marché, affectant les exportations guatémaltèques. En 2023, le pays aurait exporté 3 M de kilos vers le Mexique selon le bureau de douane de l'Etat fédéré du Chiapas. Le blocus aurait mis en péril près de 5 000 emplois.

El Salvador

Le marché des cartes de crédit et de débit en circulation aurait augmenté de 50 % entre 2018 et 2022. Selon la Banque Centrale il serait passé de 2,3 M d'unités à 3,4 M en cinq années avec une augmentation de 77 % pour les cartes de débit, et de 23,5 % pour les cartes de crédit. Interrogés sur les raisons de l'utilisation des moyens électroniques, les utilisateurs auraient mentionné la souplesse (26 %), l'immédiateté (23 %) et la facilité de contrôle des transactions (24 %). Des avantages tels que la réduction des coûts et la sécurité auraient également été mentionnés.

Selon la Banque Interaméricaine de Développement (BID), **30 % des prêts bancaires seraient destinés à financer des entreprises privées**. Ainsi, le pays enregistrerait le deuxième taux le plus élevé de la région d'Amérique centrale après le Honduras. Parmi les prêts, 10 % des crédits seraient destinés au logement, 15 % à la consommation, 12

% aux titres de la dette publique, 28 % aux fonds disponibles et 5 % aux autres prêts. Le secteur bancaire au Salvador est composé de 12 grandes institutions, dont 5 sont détenues localement.

Honduras

Les envois de fonds représenteraient plus de 9 fois le volume d'investissement direct étranger (IDE) perçu par le pays. Selon le Cohep, 9 Mds USD de *remesas* auraient été reçues en 2023, contre un peu plus de 1 Md USD d'IDE. Les envois de fonds auraient enregistré en 2023 une croissance de 3,7 % g.a., soit un ralentissement par rapport à l'augmentation de 7,7 % observée l'année précédente. Le pays serait le deuxième plus grand receveur d'envois de fonds en Amérique centrale, après le Guatemala (19,8 M USD).

Le secteur privé générerait 85 % du PIB. A l'occasion du 57^{ème} anniversaire du COHEP, son directeur a souligné l'importance de ce secteur dans l'économie hondurienne, précisant que 9 lempiras sur 10 dans le pays seraient investis par le secteur privé et 70 % des entreprises seraient des MiPymes.

Nicaragua

Le déficit commercial aurait augmenté de 26 % g.a. au T1 2024. Cette hausse s'expliquerait par une diminution de 4,5 % g.a. au T1 2024 des exportations, notamment dans le secteur agricole (-21 %), de la pêche et de l'aquaculture (-6 %) et de l'industrie manufacturière (-3 %).

Les exportations de cacao auraient augmenté de 24 % g.a. de mai 2023 à avril 2024 soit un total de 11,1 M USD. La production proviendrait d'abord de la Côte caribéenne Nord, de Matagalpa et de la Côte caribéenne Sud. Sur le marché international, le prix du cacao aurait connu une spirale haussière qui l'aurait amené à dépasser les 6 000 USD par tonne cette année, atteignant plus de 7 000 USD sur les marchés à terme de la fève.

Panama

Selon l'Institut national de statistiques et de recensement, le taux d'inflation aurait atteint 1,7 % en g.a. en mars 2024. Les postes qui auraient connu les plus grandes augmentations seraient les transports avec 5,5 % g.a., l'électricité et le gaz avec 3,3 % g.a. et les biens et services divers avec 3,1 % g.a. (incluant le secteur de l'assurance avec 10,5 % g.a. et les services financiers avec 6,9 % g.a.) et la restauration avec + 2,8 % g.a..

Selon l'Autorité du Canal de Panama (ACP), une baisse de 2 211 transits sur le Canal de Panama serait enregistrée depuis le début de l'année fiscale 2024 (octobre 2023 à

avril 2024), soit 30 % de moins qu'au cours des sept premiers mois de l'exercice 2023 (octobre 2022 à avril 2023). Seulement 5 430 navires auraient utilisé le Canal de Panama, en lien avec les restrictions d'utilisation imposée par l'ACP pour faire face à la grave sécheresse qui frappe le pays depuis l'année dernière. En 2023, les précipitations auraient été inférieures de 30 % à la moyenne historique, ce qui n'a permis de stocker que 50 % de l'eau nécessaire pour répondre à la demande pendant la saison sèche de 2024 (de janvier à avril). Le conseil d'administration de l'ACP aurait envoyé une proposition au gouvernement le 30 septembre 2023 pour demander la construction d'un réservoir polyvalent du *Rio Indio*, afin de compléter le déficit d'approvisionnement du Canal. La nouvelle administration, élue le 5 mai, qui prendra ses fonctions le 1er juillet devrait soutenir ce projet.

Selon la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), la croissance du PIB panaméen atteindrait 3 % en 2024, soit 1,25 p.p. inférieure à la projection réalisée en décembre 2023. Cette diminution s'expliquerait par (i) la baisse de l'activité économique en période électorale ; (ii) la diminution du nombre de transit sur le Canal de Panama et (iii) la fermeture de la mine de cuivre. L'estimation de la CEPAL pour le Panama serait supérieure de 0.5 p.p. à celles du FMI et de la Banque Mondiale.

Selon l'Aéroport de Tocumen International, le trafic de passagers aurait connu une augmentation de 8,2 % g.a. sur les quatre premiers mois de 2024, atteignant 6,2 millions de passagers. L'aéroport, connecté à 88 destinations, aurait été utilisé par 72 % de ces passagers comme lieu de transit, pendant que 28 % de ceux-ci seraient entrés sur le territoire panaméen. Les marchés européens représenteraient seulement 5 % des mouvements enregistrés puisque 44 % des passagers viennent d'Amérique du Sud, 28 % d'Amérique du Nord, 12 % des Caraïbes et 11 % d'Amérique Centrale. Le transport de fret connaîtrait aussi une augmentation de 2,3 % g.a. sur la période de janvier à avril 2024, représentant plus de 66 000 tonnes.

Caraïbes

Bahamas

Selon le Ministère des Finances, la dette de Bahamas Power and Light (BPL), entreprise publique en charge de la distribution d'électricité, envers le gouvernement central s'élèverait à 255,4 M USD au T1 2024, alors qu'elle ne représentait que 45 M USD à la fin de l'exercice fiscal clos le 30 juin 2020. La dette avait connu une hausse importante pendant la pandémie de COVID 19, atteignant 159,2 M USD à la fin de l'exercice clos le 30 juin 2022 et se serait aggravée face à l'inflation touchant les hydrocarbures. En

octobre 2022, une hausse de la taxe sur les carburants avait été mise en place, laquelle n'a pour l'heure pas permis de réduire la dette de l'entreprise publique.

Cuba

D'après l'Office nationale des statistiques (ONEI), la production industrielle, notamment l'agroalimentaire, aurait atteint des niveaux exceptionnellement bas en 2023. Ainsi, toutes les catégories de produits alimentaires afficheraient une forte baisse. Parmi les productions les plus importantes, la production de riz serait estimée à 28 000 tonnes en 2023, contre 39 000 en 2022 (-43,5 %). Le café (-39 %), l'huile (-60 %), le pain (-20 %) et la viande de porc (-12 %) montreraient également une diminution sur la même période. Par ailleurs, l'analyse historique depuis 2018 dresse un bilan alarmant du secteur. Avec une diminution de 67 % en 5 ans, les chiffres de production actuels se trouveraient considérablement en deçà des besoins de la population.

Après trois mois de suspension, Western Union reprend ses opérations d'envoi de fonds vers Cuba. Précieux soutien au quotidien de nombreuses familles sur l'île, les "remesas" - envois d'argent de Cubains à l'étranger vers leurs proches restés au pays – se seraient élevés en 2023 à 1,97 Md USD. Ce chiffre aurait diminué de 3 % par rapport à l'année précédente, où ces derniers auraient atteint 2,04 Mds USD. Le chiffre de 2023 représenterait par ailleurs une chute de 47 % par rapport à 2019.

Iles Turques et Caïques

Le gouvernement des îles Turques et Caïques allouerait 15 % de ses dépenses à l'amélioration de l'ordre et de la sécurité publics, soit 71,6 M USD. Cette allocation viserait à financer une série de programmes et d'initiatives visant à réduire la criminalité et la violence, notamment en (i) augmentant la taille et la formation des forces de police, (ii) améliorant l'efficacité des tribunaux et (iii) offrant davantage d'opportunités aux jeunes.

République Dominicaine

Selon l'Association des entreprises d'investissement étranger (ASIEX), les investissements directs étrangers (IDE) en République dominicaine se seraient élevés à 4,4 Mds de USD en 2023. Le montant des IDE afficherait ainsi une augmentation de 45 % par rapport à l'année pré-pandémique 2019, tous secteurs confondus (tourisme, énergie, immobilier, exploitation minière, zones franches, commerce, transports et secteur financier). Les IDE auraient représenté en 2023 (i) près de 4 % du produit intérieur brut (PIB); (ii) 30 % de l'ensemble des recettes fiscales; (iii) 73 % des exportations et (iv) auraient été à l'origine de la création de plus de 200 000 emplois formels. La République dominicaine apparaît non seulement comme le pôle d'attraction des investissements de la région des Caraïbes, mais aussi comme la

destination privilégiée pour les investissements dans les projets d'énergies renouvelables et de tourisme.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

D'après le FMI, après une croissance du PIB de 3,1 % en 2022 et 5,8 % en 2023, la croissance de l'archipel atteindrait 4,9 % en 2024 et 4,3 % en 2025. Cette prévision s'appuie sur la reprise du tourisme et le développement de projets d'infrastructures, notamment le projet de modernisation du port de marchandises de la capitale. Par ailleurs, l'inflation atteindrait 2 % fin 2024.

Selon le FMI, malgré une économie dynamique, le chômage chez les jeunes reste élevé et la dette publique ne parviendrait pas à retourner à son niveau prépandémique, restant à 87 % en 2023. Pour y faire face, le FMI salue l'orientation budgétaire inscrite dans le budget 2024 avec un équilibre approprié entre le maintien de la prudence budgétaire et le soutien à une croissance inclusive et résiliente. L'organisation internationale salue également l'engagement continu des autorités à atteindre les objectifs de réduction de dette publique régionale fixée par l'Union Monétaire des Caraïbes Orientales ayant contribué à la mise en place de la facilité de crédit rapide en 2021. Le solde primaire devrait s'améliorer pour atteindre un excédent d'environ 3 % du PIB à partir de 2026, une fois que les projets à grande échelle seront presque achevés. Cela placerait le ratio dette sur PIB sur une trajectoire descendante à partir de 2025 et pourrait atteindre 60 % avant 2035.

Trinité et Tobago

L'entreprise Angostura Holdings Ltd aurait réalisé des recettes de 1 Md USD en 2023, en hausse de 2,5 % g.a. Elle afficherait une croissance constante dans tous ses marchés, y compris ceux des Etats-Unis, de la France, de l'Australie, et du Royaume-Uni. Selon le Directeur Général d'Angostura, de nouvelles percées seraient réalisées sur les marchés chinois, indien, et népalais. L'une des sociétés les plus emblématiques de Trinité-et-Tobago, Angostura est un leader caribéen dans la fabrication de rhum.

Selon le Ministère du Tourisme, les arrivées de croisiéristes auraient augmenté de 42 % pendant la saison touristique 2023/2024 par rapport à celle de 2022/2023, atteignant 198 000 touristes. Les dépenses des visiteurs représenteraient 7 M USD. Les étatsuniens seraient les plus nombreux (70 % de l'ensemble des arrivées) suivi des Canadiens (9 %), des Français (7 %) et des Britanniques (4 %).

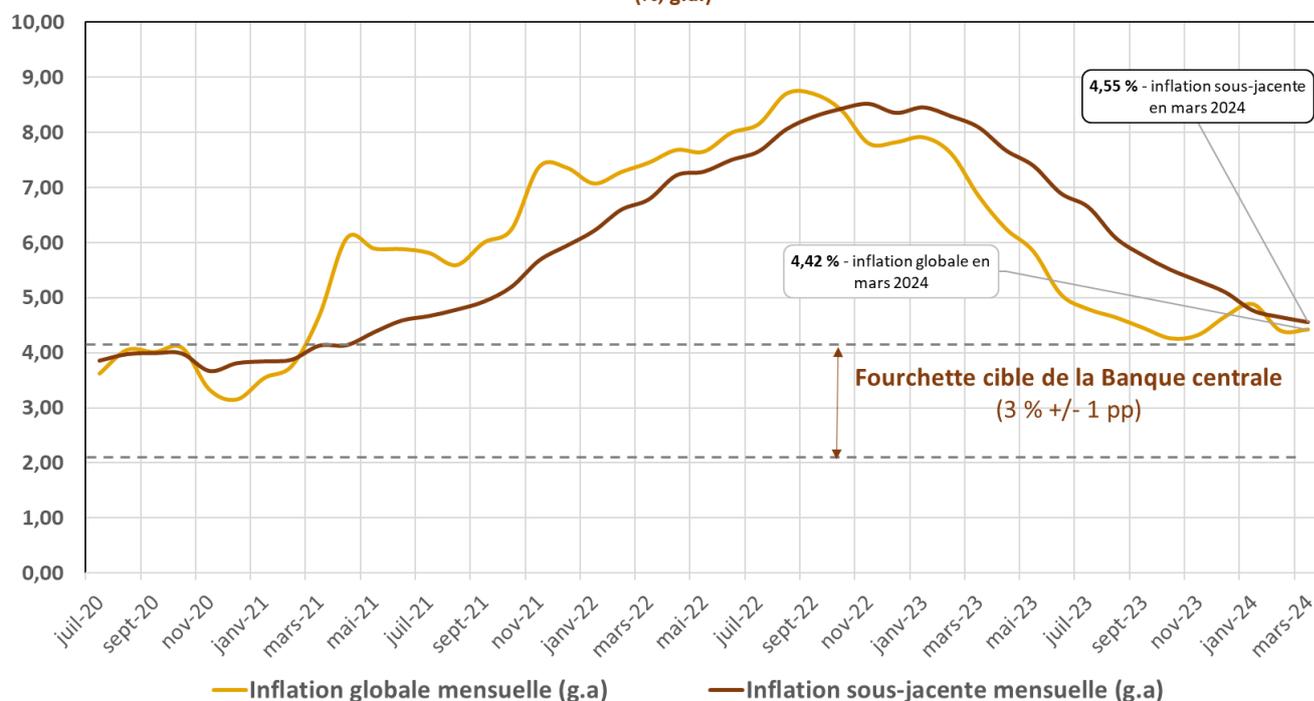
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,2 %	2,7 %	54,7 %	3,8 %	11%
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	5,75 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	5,00 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

– Annexe Graphique Mexique –

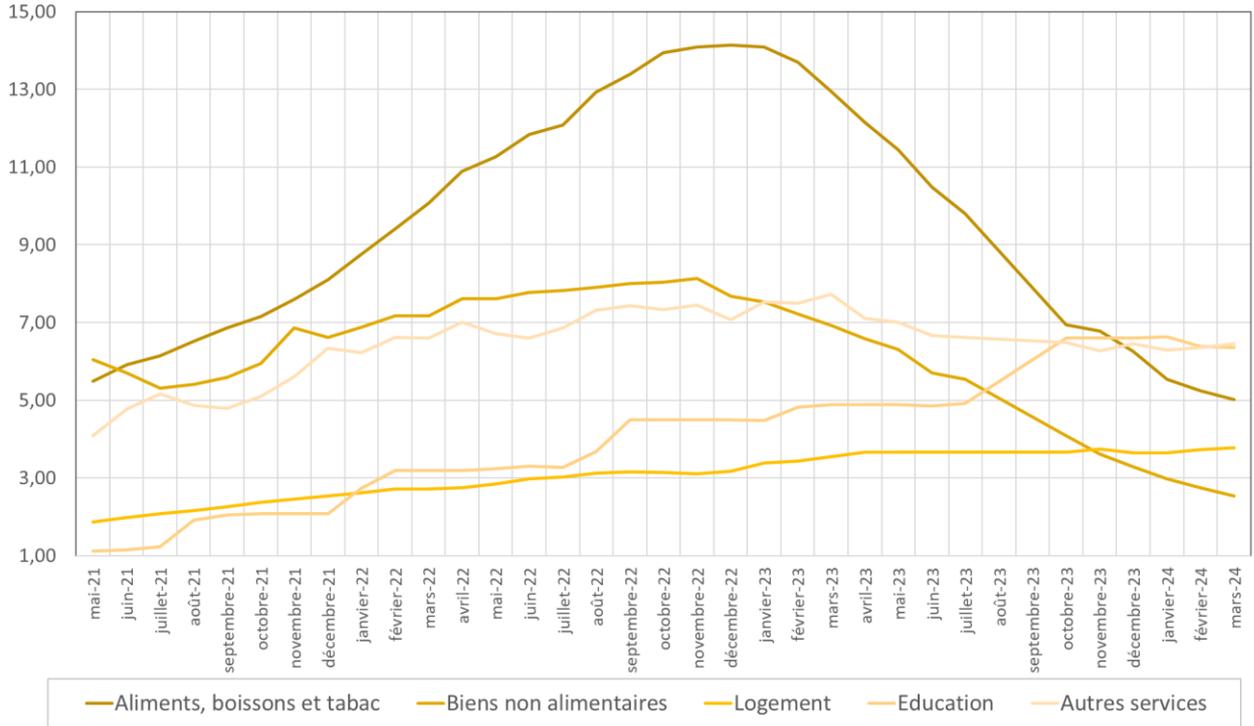
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



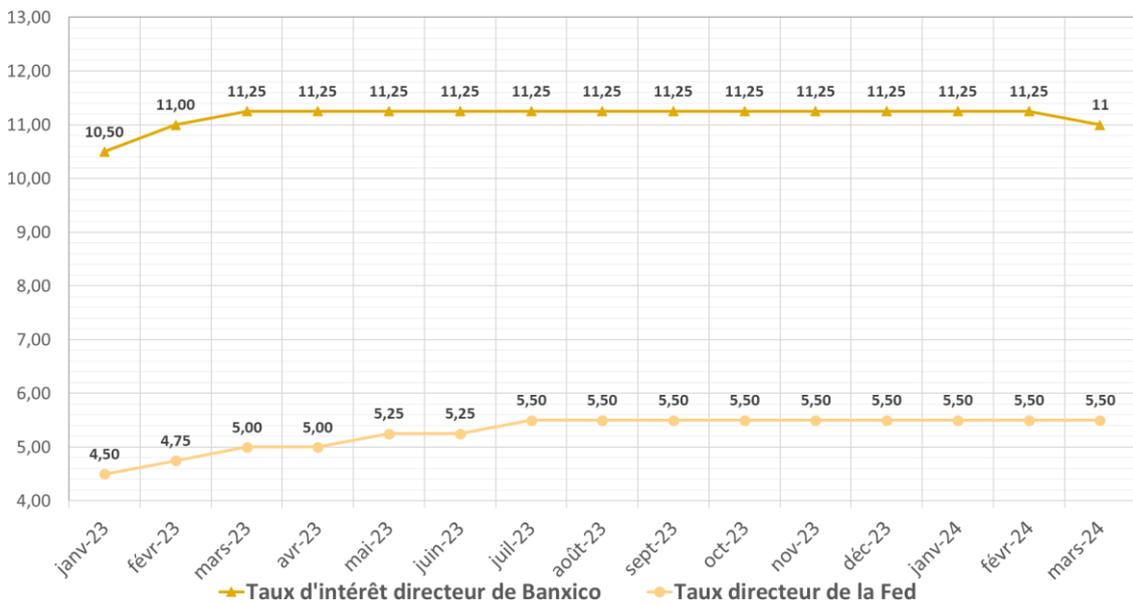
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

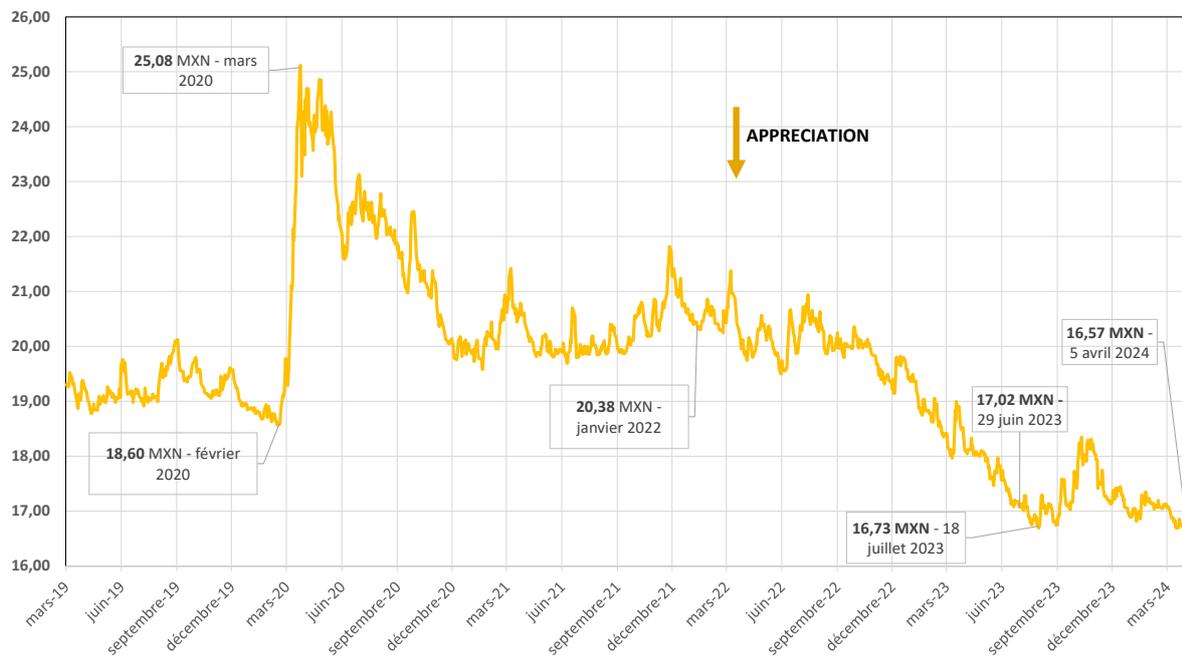
DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



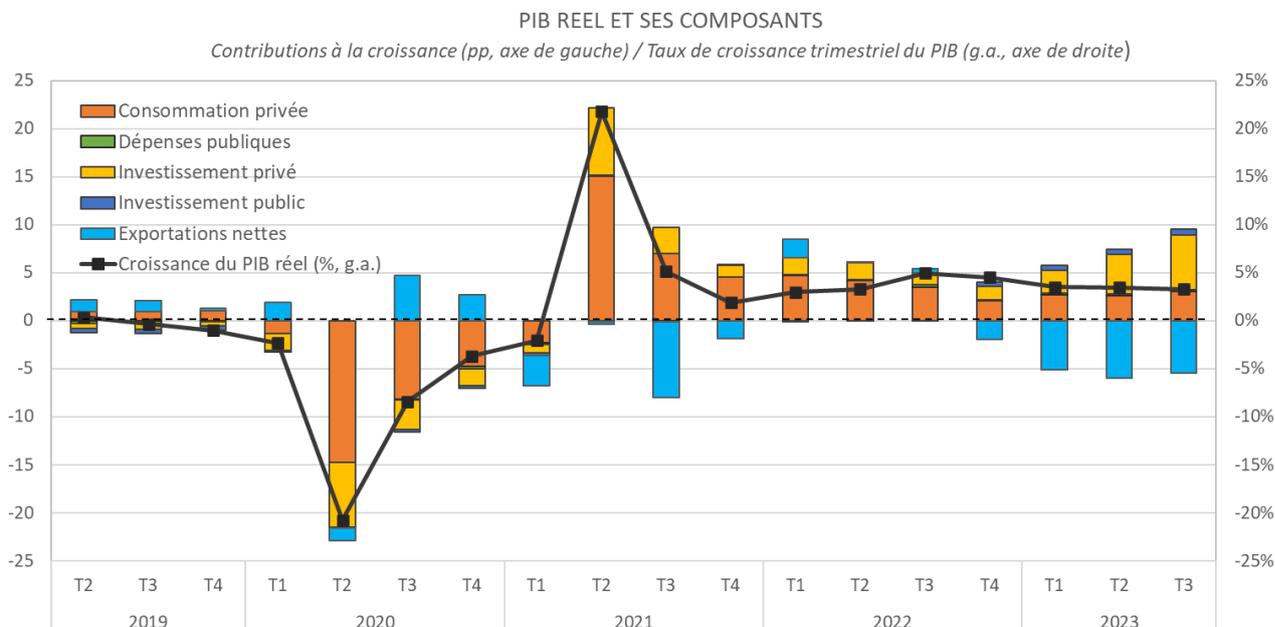
date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550

Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

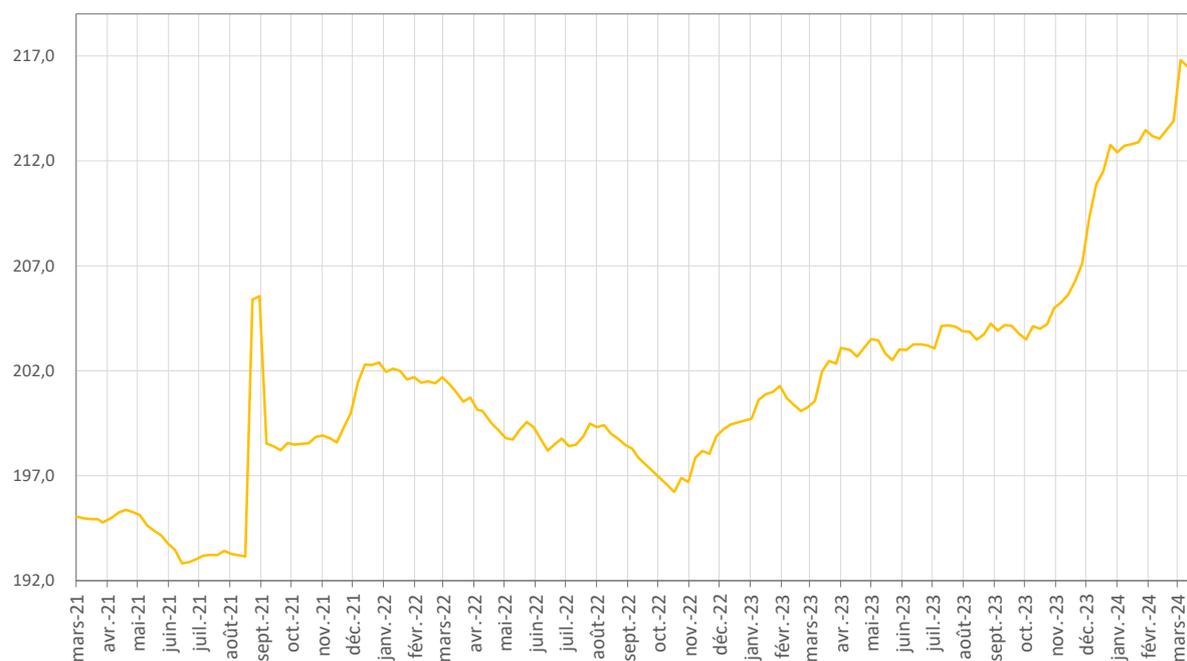


Source: Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr